

DECRET

N.° 1611.

DE LA CONVENTION NATIONALE,

Du 27 Septembre 1793, l'an second de la république Française,
une & indivisible,

*Portant qu'un Commissaire nommé par le Département
de Paris, fera chez les anciens Comptables les
opérations confiées précédemment à un Commissaire de
la Trésorerie.*

LA CONVENTION NATIONALE, après avoir entendu
le rapport des comités de l'examen des comptes & des
finances, décrète ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le commissaire de la trésorerie qui, aux termes de
l'article I.^{er} de la loi du 23 août, devoit assister à diffé-
rentes opérations à faire chez les anciens comptables du
département de Paris, sera remplacé par un commissaire
nommé par le directoire du département.

II.

La convention nationale déclare que, par l'article XIII
de la même loi, elle n'a point entendu déroger à ce qui
est prescrit à l'égard des six anciens receveurs de Paris,
par le décret du 31 janvier précédent; & le délai qui
avoit été fixé par ce dernier décret au premier octobre pour

Cas
Fou
FRE

10332

no. 93

la présentation de leurs comptes, est prorogé jusqu'au premier nvier prochain.

Visé par l'inspecteur. Signé-BLAUX.

Collationné à l'original, par nous président & secrétaires de la Convention nationale. A Paris, le 28 septembre 1793, l'an second de la république Française, une & indivisible.
Signé ROBESPIERE, ex-président; FONS (de Verdun) & LOUIS (du bas Rhin), secrétaires.

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE, le Conseil exécutif provisoire mande & ordonne à tous les Corps administratifs & Tribunaux, que la présente loi ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier & afficher, & exécuter dans leurs départemens & ressorts respectifs; en foi de quoi nous y avons apposé notre signature & le sceau de la république. A Paris, le vingt-huitième jour du mois de septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la république Française, une & indivisible. *Signé DALBARADE. Contresigné GOHIER.* Et scellée du sceau de la république.

Certifié conforme à l'original.

A P A R I S,
 DE L'IMPRIMERIE NATIONALE EXÉCUTIVE DU LOUVRE.

M. DCC. XCIII, l'an 2.^e de la République.



